

## Et aux Suds...? Quels sont les accès à une alimentation de qualité dans les pays intertropicaux et méditerranéens ?

Dimanche 21 janvier, matin - 1ère Rencontre nationale de l'Agora des colibris  
[Bédarieux, Hérault]

*(Compte-rendu rédigé par Lara Brion, étudiante du Mastère Innovations et Politiques pour une Alimentation Durable – IPAD à Montpellier SupAgro - 02/02/2018)*

En présence de :

- Eric Verger (IRD/UMR Nutripass), nutritionniste spécialiste des systèmes alimentaires
- Fabian Ruiz, représentant de l'association Terre et Humanisme, agriculteur et formateur en agro-écologie.

---

### Notion de pays du Sud et définition de sécurité alimentaire

Tout d'abord il est important d'expliquer ce qu'on entend par « pays du sud ». Avec les nombreux pays émergents tel que le Brésil, le Pérou, l'Egypte ou l'Inde, peut-on encore vraiment parler de « pays du sud » et « pays du Nord » ? Nous allons donc définir par pays du Sud les pays à forte pauvreté, situés dans des régions intertropicales et sèches.

Les déterminants des notions de qualité dans les pays du Sud : l'accès au marché, la chaîne du froid, les traditions culturelles (souvent très éloignées des traditions alimentaires occidentales.)

Qu'est que la sécurité alimentaire ? C'est une situation où toutes les personnes ont les moyens d'accéder à une nourriture saine et nutritive, accessible, en quantité suffisante pour mener une vie saine et active.

- La disponibilité des aliments à portée de mains et de pieds
- L'accessibilité (physique, financière, chaîne du froid)
- L'utilisation des produits, savoirs culinaires

### La notion d'accessibilité à une alimentation de qualité au sud

En milieu rural l'accès n'est pas que financier, il se définit aussi par la disponibilité, le pouvoir de transporter et de conserver l'aliment (ex : chaîne du froid), l'utilisation (comment je cuisine mes aliments), et l'accessibilité dans le temps.

Les problématiques urbaines d'accessibilité ne sont pas les mêmes qu'en milieu rural. La nourriture est plus accessible et c'est le gradient économique qui prédomine sur d'autres paramètres. Il va guider la population des villes dans leur consommation.

## Des changements radicaux culturels imposés

Dans les pays du sud de nombreux changements d'alimentation sont imposés à la population de par notamment des blocages à l'exportation ou des mises en place / coupure de subventions. Exemple au Sénégal : culturellement l'alimentation de qualité est une alimentation robotique, c'est-à-dire qui permet de remplir l'estomac et donne assez d'énergie pour passer la journée, et avec un goût gustatif. Puis le riz importé par les colons a petit à petit remplacé le mil et le sorgho, d'abord dans les villes puis dans les campagnes. Le riz, nouveau dans le régime alimentaire des Sénégalais, est difficilement digéré par la population, plus chère et pas aussi nourrissant. Cependant il est importé en abondance et est plus facile à cuisiner. S'ajoute à cela un accès plus facile aux aliments transformés sucrés (bonbons, biscuits). Ainsi le nombre de maladies chroniques dû à l'alimentation sont de plus en plus nombreuses.

Il est possible de lutter contre ces changements par la prise de position des populations pour mettre en valeur leurs aliments traditionnels (ex : la caravane des semences en Inde). Il faut changer les modes de gouvernance alimentaire pour arrêter les relations asymétriques d'import-export et les subventions à l'exportation, revaloriser le patrimoine agricole et les traditions alimentaires des pays (comme le Millet en Inde ou la Quinoa en Colombie).

## Pauvreté du monde agricole

La population agricole des pays du Sud est une population très pauvre. Les conditions de vie sont difficiles. Les prix sont tirés vers le bas par la concurrence des produits importés et par le pouvoir d'achat très bas de la majorité des consommateurs. Il règne un paradoxe aussi valable dans les pays développés : la personne qui produit des aliments pour nourrir le pays souffre elle-même de sous-alimentation.

## Les systèmes alimentaires et circuits de distribution

Définition de circuit de distribution : c'est l'ensemble des canaux de distribution impliqués dans le processus de commercialisation (du producteur au consommateur) d'un produit.

L'implantation des grandes enseignes de distribution occidentales dans les pays du Sud est en expansion. Souvent ces grands magasins ne fonctionnent pas bien, et sont fréquentés par les expatriés et certaines élites économiques. Mais l'expansion du mode de commerce occidental continue et gagne de plus en plus de villes, tel WallMart qui opère de manière similaire avec de plus petites surfaces (comme Seven Eleven en Asie).

Souvent les produits et les offres des grandes entreprises étrangères ne sont pas adaptés à la culture du pays dans lequel ils s'installent. Ainsi les produits ne sont pas adaptés aux habitudes alimentaires de la population, voire au patrimoine génétique de certaines populations, conduisant à l'apparition de maladies (surpoids, diabète, carences alimentaires, problèmes de digestions). De plus, ces nouvelles formes de consommation entraînent des pollutions, avec les déchets d'emballages des produits Danone par exemple qui envahissent les rues en Tunisie. Il est important que lorsqu'elles viennent investir un nouveau marché dans des pays étrangers les multinationales adaptent leurs produits et leurs offres à la culture et aux habitudes

alimentaires. Or, la plupart du temps on assiste plutôt à un formatage des cultures et des goûts.

Les circuits courts (entre 0 et 1 intermédiaire) locaux (marchés locaux, amap), ici comme là-bas, permettent de diminuer les intermédiaires et donc de mieux rémunérer le producteur, tout en réduisant les émissions carbonees générées par les transports et en recréant un vrai lien territorial entre agriculteurs, distributeurs et consommateurs.

Cependant il est difficile pour les agriculteurs ayant de moyennes et grandes exploitations de vendre tous leurs produits sur les marchés locaux. Les grandes entreprises leur offre donc l'opportunité d'écouler leurs productions et de rémunérer beaucoup d'ouvriers agricoles. Cependant elles achètent ces productions en grande quantité et ont donc tendance à les acheter à bas coûts.

### Lobbying

Le lobbying très présent et très puissant dans les pays en développement. Les États, motivés par des enveloppes discrètement glissés par des industriels, poussent à l'achat et la consommation de certains produits agricoles, comme les semences, les produits phytosanitaires ou les engrais ... D'abord distribués gratuitement ou à bas prix aux agriculteurs, ils deviennent payants une fois que les agriculteurs en sont devenus dépendants. Ainsi beaucoup d'agriculteurs sont obligés de racheter leurs semences hybrides tous les ans et d'utiliser des produits de synthèses coûteux pour continuer à obtenir le même rendement. Il existe aussi des pratiques illégales d'accaparement des terres. De grandes entreprises ou des acteurs publics font signés des « faux contrats » aux agriculteurs qui les dépossèdent de leurs terres.

### La coopération internationale

Quelle légitimité pour les pays industrialisés à aller dans d'autres pays pour instaurer un certain mode de production ou de consommation ? Alors même que le modèle agricole dans les pays développés est critiquable en de nombreux points. Les Occidentaux ont instauré depuis plus de 30 ans en Afrique des modes de production à base de produits chimiques de synthèses, de semences hybrides et d'OGM, et aujourd'hui prônent des modes d'agriculture biologiques dans ces mêmes pays. Pour instaurer une coopération internationale qui va dans le bon sens, il faut mettre en place une relation de partenariat avec les pays du Sud. Il faut travailler avec les collectivités locales, s'approprier les problématiques des populations et mettre en place des projets en fonction des besoins. Il faut faire en sorte de créer une dynamique territoriale, sortir du rapport Nord-sud et aller vers des partenariats Sud-Sud. Il ne faut pas rester simplement dans l'aide mais créer du lien, de l'apprentissage réciproque, afin que les solutions soient durables une fois l'aide partie.

### Labellisation AB, Nature et progrès, Demeter

La réglementation est précise en Europe pour l'agriculture biologique (AB). Cependant les exigences sont aujourd'hui en baisses. La certification Agriculture Biologique a perdu en exigence (sur le rapport au sol, par exemple) et surtout en niveaux de contrôle. Dans les pays du

Sud, les cahiers des charges pour l'AB ne sont pas vraiment les mêmes qu'en Europe et souvent moins contraignants. Il existe un réel business qui se développe autour des labels et de la certifications bio. La marge nette est plus grande et le marché est en constant développement dans les pays occidentaux et émergents. Cependant parfois cultivé en bio peut aussi contaminer les sols avec de intrants homologués par l'AB (comme le sulfite de cuivre), qui ont tendance à persister dans les sols. De plus, la certification AB ne prend pas en compte l'aspect social et les agriculteurs et salariés d'exploitations ne sont pas tout le temps protégés.

On ne peut pas réduire la qualité alimentaire à la seule quantité de nutriments ou de protéines qu'il contient, ni aux méthodes culturales pour l'obtenir. D'autres critères doivent entrer en ligne de compte, comme sa fraîcheur ou son goût. Faire pousser du bio en bordure d'auto-route ou en traitant avec de grosses quantités de cuivre en fait-il un produit meilleur que s'il poussait de manière raisonnée avec un minimum d'intrants en pleine campagne ?

Aujourd'hui, en France, seulement 6,5 % des surfaces cultivables (SAU) sont en bio. Il y a donc une grande marge de progrès encore possible. D'autres labels qu'AB présentent un cahier des charges plus exigeant : *Biodynamie*, *Démeter*, *Nature et Progrès*.

Cependant il faut faire attention. Si les producteurs qui portent les valeurs de la Bio sortent de la certification Ecocert ou autres, il ne restera plus que de la production biologique industrielle. De plus si on se rabat sur de nouveaux labels, il y a un risque de devenir illisible pour les consommateurs. Il y a encore des batailles à mener au sein même du système de certification actuel de l'AB, pour certains. Pourquoi ne pas rejoindre AB pour faire masse, avoir plus de force pour se faire entendre et renforcer le cahier des charges ? D'autres citoyens et producteurs n'y croient pas ou plus.

### Sortir du purisme

En outre, tous les gens n'ont pas les moyens de manger bio, ou ont d'autres priorités que de se poser la question sur la qualité de leur alimentation. Comment inciter ces personnes à s'engager dans une alimentation durable ? Comment développer des alternatives d'alimentation saine et accessible pour tous sans créer de ruptures à travers la population ?

De plus, il est important d'inclure l'aspect social dans l'alimentation : l'humain doit être au cœur de la solution, autant dans la production que dans la consommation. Les labels doivent inclure davantage la dimension sociale dans leurs cahiers des charges (équité sur les prix, réflexion sur les méthodes et temps de travail, etc.). Trop de pays n'ont pas de loi protégeant les travailleurs, et le label AB n'induit pas de rémunération équitable ou de protection sociale.